CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 21 décembre 1982

La séance est ouverte à 2 heures.

• (1405)

MOTIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

ON DEMANDE D'ANNONCER CHAQUE ANNÉE LES PAIEMENTS
EFFECTUÉS AUX AGRICULTEURS

M. Len Gustafson (Assiniboia): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement. Comme le ministre chargé de la Commission canadienne du blé néglige d'annoncer régulièrement chaque année les paiements effectués aux agriculteurs de l'Ouest au titre de la stabilisation du grain ainsi que ses propres paiements, ce qui laisse les agriculteurs dans une grande incertitude en ce qui a trait à leurs affaires financières et au rendement de leur exploitation à la fin de l'année, je propose, appuyé par le député de Portage-Marquette (M. Mayer):

Que la Chambre demande au ministre chargé de la Commission canadienne du blé d'annoncer régulièrement chaque année ses propres paiements et ceux effectués au titre de la stabilisation du grain, de façon à mettre fin ainsi aux manigances politiques au profit d'une pratique raisonnable des affaires.

Mme le Président: Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

CONDOLÉANCES À LA FAMILLE DE L'HON. RÉMI PAUL

M. Antonio Yanakis (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Madame le Président, je prends la parole en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement. Hier, nous apprenions avec stupéfaction le décès subit de l'honorable Rémi Paul, juge de la Cour provinciale du district de Québec et illustre citoyen de Louiseville dans la circonscription de Berthier-Maskinongé-Lanaudière. L'honorable Rémi Paul a servi en cette Chambre au cours des années 1958 à 1964 sous le très honorable John Diefenbaker, alors premier ministre du Canada, comme représentant de la circonscription de Berthier-Maskinongé-Lanaudière, que j'ai l'honneur de représenter actuellement. Il s'est particulièrement distingué par son assiduité à la Chambre, ses interventions remarquées, et à la vice-

présidence des comités pléniers. Après une carrière bien remplie de plus de sept années en cette Chambre, l'honorable Rémi Paul fut appelé à représenter ses concitoyens au cours des années 1966 à 1974 à l'Assemblée législative du Québec où il s'est vu confier, à cette occasion, le poste de président. L'honorable Rémi Paul s'est surtout fait remarquer au Québec comme ministre de la Justice dans le cabinet de l'honorable Daniel Johnson, alors premier ministre du Québec. Ayant atteint la magistrature provinciale en 1974, l'honorable Rémi Paul s'est acquitté de ses responsabilités d'une façon consciencieuse tout en démontrant un sens humanitaire, qualité qu'il possédait si bien. Les concitoyens de son comté se souviendront de lui comme d'un député très près de ses électeurs et entièrement dévoué à leurs causes, et le Québec perd en lui un citoyen éminent qui a su servir la population avec tous les talents que la Providence lui avait confiés.

Madame le Président, je propose, appuyé par l'honorable député de Joliette (M. La Salle) et à l'unanimité:

Que cette Chambre offre à M^{me} Rémi Paul, à ses enfants ainsi qu'à sa famille, nos plus sincères condoléances dans le deuil cruel qui les frappe.

Mme le Président: La Chambre a exprimé par la voix de l'honorable député des sentiments qui, j'en suis sûre, toucheront la famille de cet ancien collègue.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES PROVINCIALES

LA RETENUE SALARIALE AU MANITOBA—LES CONSÉQUENCES
POUR LES HÔPITAUX

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, la retenue salariale de 1½ p. 100 imposée par le gouvernement néo-démocrate du Manitoba compromet dangereusement le fonctionnement des hôpitaux de la province. Je propose donc, appuyé par le député de Provencher (M. Epp):

Que la Chambre enjoigne au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'enquêter immédiatement sur les conséquences désastreuses de cette cruelle et lourde taxe imposée aux hôpitaux par le NPD, de s'assurer que la qualité des soins médicaux ne diminuera pas et que les hôpitaux ne seront pas forcés de congédier du personnel à cause de cette taxe additionnelle que leur impose le NPD.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.